



Communiqué de presse

Le 28 mai 2026

Maltraitance institutionnelle à La Poste, vers un nouveau France Télécom ?

C'est près de 10000 emplois qui disparaissent annuellement à La Poste. Au-delà des départs à la retraite non remplacés, nombreux postiers choisissent la démission ou la rupture conventionnelle, mais ce rythme n'étant pas suffisant pour l'entreprise, les licenciements, pour inaptitudes notamment faute de reclassement dans le groupe, les sanctions disciplinaires erratiques pour n'importe quel motif et la répression syndicale s'accroissent...

Les restructurations incessantes sans concertation souvent dictées par des algorithmes amènent un mal être au travail grandissant. L'organisation du travail définie unilatéralement par l'entreprise entraîne la perte de sens du travail, la pression commerciale, la mise en place d'objectifs incohérents, le non-remplacement des absences. Les accidents du travail et maladies professionnelles explosent dans l'entreprise (le taux de cotisation AT/MP a été relevé par la CARSAT).

La situation sociale et sanitaire à La Poste atteint un point critique. Les événements dramatiques récents, incluant suicides et tentatives de suicide, témoignent d'une ambiance délétère au sein de l'entreprise. Cette situation s'inscrit dans une logique de « plan de licenciement qui ne dit pas son nom », où toutes les méthodes sont utilisées pour réduire les effectifs et intensifier la charge de travail. La direction utilise également le dumping social en interne et en externe, malgré ses engagements dans le groupe Géopost.

Les orientations stratégiques déployées par la PDG, Vice-Présidente et membre du bureau du MEDEF International, nommée à l'automne 2025 par le président de la République, ne sont pas pour voir une amélioration du climat social et bien au contraire. Elles répondent à des choix de gestion clairs en opposition au développement du Service Public Postal et de ses missions qui sont confiées à La Poste.

Cette logique est inacceptable pour les personnels qui subissent les effets des réorganisations, de la baisse des moyens, de la polyvalence imposée et de la dégradation du service rendu.

L'offensive menée par la direction est concomitante avec le débat européen sur la survivance du Service Universel Postal et du prochain débat sur la loi postale française.

Le nombre de conflits locaux explose partout en France, de nombreux élus en territoire s'opposent à la fermeture de services postaux. Le service rendu aux usagers et les délais de traitement, notamment de la presse, se dégradent et émeuvent la population qui exprime régulièrement son juste mécontentement !

Nous connaissons tous les dégâts d'une telle stratégie, les enseignements du procès Orange doivent permettre que de telles situations ne se reproduisent pas : plus jamais ça ! Il en va de la responsabilité de la direction de La Poste et de l'État.

La CGT FAPT refuse que les usagers paient, une fois de plus (comme au passage en Société Anonyme), les choix stratégiques et financiers du groupe guidés par le gouvernement et le MEDEF. Comme les personnels, ils ne sont ni une variable d'ajustement, ni une ligne de coût à réduire.

La communication est un pilier pour toute démocratie et un outil indispensable aux peuples pour garantir la paix et ne doit pas être une marchandise. Lors d'installation d'état totalitaire ou lors de tout conflit armé, la confiscation des flux, médias et réseaux de communication devient la priorité des oppresseurs et des agresseurs.

La CGT FAPT appelle les Postières, les Postiers, les élus, la population à se mobiliser pour :

- une autre politique sociale à La Poste,
- pour un réseau de proximité,
- pour un droit à la communication qui répondent à leurs besoins, pas à ceux de la rentabilité immédiate et la financiarisation de l'économie,
- pour la mise en place d'un réseau mutualisé et cohérent qui permette l'accès à tous à tous les services et notamment à l'accès jusqu'au dernier kilomètre,
- pour l'amélioration des droits et garanties et des conditions de travail et de vie décente pour tous les salariés de la chaîne de valeur.

